LES ENSEIGNANTS CONTRACTUELS BOUCLENT LEUR 41e JOUR DE GRÈVE DE LA FAIM

«Faut-il qu'il y ait mort d'hommes pour intervenir ?»

A l'entame du 41e jour de la grève de la faim, les enseignants contractuels attendent toujours un geste du ministre de l'Education nationale, Boubekeur Benbouzid. Une réunion extraordinaire du Cnec se tiendra aujourd'hui pour décider de la stratégie à suivre dans les prochains jours.

Lyès Menacer – Alger (Le Soir) – L'intersyndicale des fonctionnaires du secteur public a dénoncé, lors d'un point de presse organisé hier au siège du Snapap, le mépris dont sont victimes les enseignants contractuels de la part du ministre de l'Education nationale. Ses représentants se sont dit scandalisés par la dernière sortie médiatique du secrétaire général au département de Benbouzid, qualifiant ses déclarations d'«indignes». L'intersyndicale a promis une rentrée sociale «chaude», si le conflit ne sera pas réglé d'ici septembre prochain. Le représentant du Snapap, Mechri Mohamed, a déclaré que «nous sommes étonnés du traitement réservé par le ministère de l'Education au problème des enseignants contractuels et qui a adopté la politique du mépris et de la fuite en avant». L'orateur accuse le secrétaire général du ministre de tutelle de tenir des propos qui ternissent l'image du Snapap et sa réputation. Le secrétaire national, chargé à l'information et à la communication, du Cnapest, Boudiba Messaoud, a regretté aussi la réaction du représentant de Benbouzid, intervenue au 35e jour de la grève de la faim. «Nous dénonçons cette façon d'agir de la part du ministère de l'Education qui, au lieu de recevoir les enseignants contractuels, a préféré garder le silence. Nous regrettons également le refus de Benbouzid d'ouvrir un dialogue, proposé par le président d'honneur de l'Union nationale des associations des parents d'élèves, Mebarki Boualem», a-t-il indiqué. Le représentant du Cnapest a estimé inadmissible et inhumain le refus du ministre de l'Education d'engager des discussions directes avec le Cnec afin de trouver un dénouement heureux à un conflit qui risque d'engendrer des morts au sein des 55 enseignants grévistes de la faim. «Faut-il qu'il y ait mort d'hommes pour intervenir ?» M. Boudiba a affirmé que son organisation a remis plusieurs propositions à Benbouzid, lui demandant l'organisation d'un concours pour les enseignants contractuels seulement. Mais toutes les démarches entamées par le Cnapest n'ont pas abouti, a ajouté Boudiba. Mebarki a tenu à déclarer, quant à lui, que ses tentatives d'obtenir un rendez-vous avec le ministre de l'Education ou son SG ont été vaines. Par ailleurs, le porte-parole du CLA, Boukhouta Mohamed, a violemment dénoncé la politique du pouvoir à répondre aux cris de détresse de ses gouvernés par la matraque. «Le pouvoir algérien n'a pas la culture du dialogue mais celle de la matraque. A chaque crise sociale, celui-ci n'essaye jamais de lui trouver une solution durable, mais préfère pousser la situation au pourrissement».

L'intervenant a saisi l'occasion pour rappeler que «le ministère de l'Education doit assumer ses responsabilités en cas d'aggravation de la situation et de mouvement de protestation à la rentrée prochaine». La lutte des enseignants grévistes de la faim ne sera jamais vaine, a assuré le représentant du CLA encore. Il faut rappeler que les enseignants contractuels ont entamé une grève de la faim depuis le 14 juillet dernier, comme ultime recours, pour leur intégration sans passer par la voie de concours. Certains d'entre eux exigent aussi le paiement de leurs salaires, bloqués depuis trois ans. C'est le cas de 1400 enseignants de Béjaïa qui n'auraient pas perçu leur salaire depuis plus de trois ans, affirment les représentants du Conseil national des enseignants contractuels (Cnec). Cette organisation syndicale affirme qu'elle envisage de tenir aujourd'hui une session extraordinaire pour décider la stratégie à suivre pour les prochains jours.

Le Cnec pourrait en fait demander aux grévistes de la faim de suspendre leur grève en raison de leur état de santé qui se dégrade de jour en jour. L'Intersyndicale a dénoncé, à ce propos, l'absence d'assistance médicale et le refus du ministre de tutelle de recevoir la délégation des enseignants contractuels dont le nombre est estimé à 45 000 au niveau du territoire national.

L. M.

Photo : Samir Sid

Le ministère affiche une position de mépris à l'égard des grévistes.

Dix grévistes de la faim hospitalisés

Dix enseignants contractuels, en grève de la faim depuis 41 jours, ont été transférés dans des centres hospitaliers spécialisés en hémodialyse, suite à la dégradation de leur état de santé, ont indiqué hier les syndicalistes du Snapap et du Cnec. Ces derniers ont affirmé être contraints de recourir aux cotisations des collègues enseignants et d'autres personnes pour prendre en charge les frais de cette hospitalisation au sein des établissements privés. Notons que, depuis le début de la grève de la faim, le 14 juillet dernier, les enseignants contractuels affirment n'avoir reçu l'aide ni du ministère de la Santé, ni celle de la Solidarité ou encore du Croissant-Rouge algérien. Devant le vide laissé par ces institutions publiques et organisations «humanitaires», ce sont des retraités de la Fonction publique, venus d'Oran, de Tamanrasset et d'autres régions du pays, qui savent le mieux exprimer leur solidarité avec les enseignants contractuels.

L. M.

TINDOUF

Quatre douaniers en prison et quatorze autres sous contrôle judiciaire

Des dizaines d'individus ont été interpellés ces dernières semaines par les services de sécurité à Tindouf, dans le cadre du démantèlement d'un important réseau de contrebande, a-t-on appris de source sûre.

Quatre douaniers dont le chef de brigade de Tindouf figurent parmi les individus qui ont été mis sous mandat de dépôt et quatorze autres douaniers se trouvent, eux, sous contrôle judiciaire alors que le chauffeur-guide est en fuite, indique notre source qui ajoute que ce dernier se trouvait à Béchar (800 km au nord de Tindouf) lorsqu'il a appris qu'il était recherché, il s'est évaporé dans la nature. Aussi, d'après cette source, plusieurs membres des services de sécurité ont été cités dans cette affaire. Les enquêteurs ont découvert, selon notre interlocuteur, que les comptes bancaires de certains douaniers mis en cause étaient bien garnis. Ils contenaient entre 300 et 900 millions de centimes. L'arrestation d'un certain Hissoun, décrit comme contrebandier notoire à Tindouf, est survenue après la découverte à l'est du pays de plusieurs tracteurs de semi-remorque trafiqués, en provenance de Tindouf.

C'est un secret de Polichinelle. Dès qu'il fut arrêté, Hissoun s'est mis à table. Et, comme par enchantement, il est revenu plusieurs années en arrière citant tous les complices qui lui ont facilité l'exercice de sa sale besogne. Le nom du chef de brigade de la douane de Tindouf et d'un ex-officier de police en font partie. L'efficacité des enquêteurs a permis le démantèlement d'un très important réseau de contrebande dont les ramifications se situent à l'étranger, nous dit-on.

Des dizaines de personnes ont été interpellées pour avoir d'une manière ou d'une autre aidé ces contrebandiers.

Les complices de ces derniers facilitaient le passage des véhicules de contrebande sans savoir ce qu'ils transportaient, si c'était du kif, des cigarettes étrangères ou bien des armes, révèle cette source. L'essentiel pour ces gens c'était «El Boursa», dit-elle avant de prévenir «Si l'Etat n'intervient pas d'une manière énergique et sérieuse à Tindouf, pour mettre un terme définitif au trafic et à la corruption qui s'exercent à ciel ouvert, notamment en procédant à des affectations tout azimuts, il le regrettera plus tard».

On a appris par ailleurs, que les dossiers de certains mis en cause dans cette affaire, accusés de blanchiment d'argent ont été transférés au tribunal de Ouargla, compétent en la matière.

Liès Mourad